

# Malaunau

## 1<sup>re</sup> ÉTAPE DE LA TOURNÉE DES INITIATIVES **LOCALES DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE**

Surnommé le "petit poucet" de la transition énergétique, la ville de Malaunay s'est imposée comme une référence nationale en matière d'autoconsommation collective. Elle accueillait début juillet :« La Tournée », nouvel événement dédié au partage de bonnes pratiques en matière de transition énergétique. Outre l'autoconsommation collective, cette journée fut l'occasion d'évoquer les enjeux de la coopération entre les territoires et du financement des projets.

Malaunau

Un modèle d'autoconsommation collective



Sur sa toiture, l'église de Malaunau dispose de panneaux photovoltaïques. A l'intérieur se trouve une batterie qui sert à stocker le surplus d'énergie non consommée dans la journée, comme l'explique Christophe Bourgueil (Eaton)

> ner en réseau pour s'alimenter les uns les autres. Malaunay va également rénover plusieurs bâtiments, dont sa piscine qui obtient le label BBC (bâtiment basse consommation). La flotte de véhicules de la ville passe à l'électrique et au GNV. Et trois chaufferies biomasse sont déployées.

Toutes ces initiatives permettent à

Guillaume Coutey, maire de Malaunay

juillet dernier la première étape de "La Tournée des Initiatives Locales de Transition Énergétique". Cette manifestation itinérante à pour objectif d'accélérer le partage entre collectivités locales des bonnes pratiques en matière de transition énergétique. Et ce n'est pas un hasard si ce nouvel événement a démarré par Malaunay. Cette commune de 6200 habitants est en effet une des villes pionnières de l'autoconsommation collective en France. Cette approche reprend le même principe que l'autoconsommation individuelle, qui est de produire soi-même tout ou partie de l'énergie que l'on consomme, sauf qu'il s'agit ici de produire et de consommer à plusieurs acteurs ou sur plusieurs sites. « À l'origine de notre démarche, qui

a débuté en 2006, il y avait des enjeux économiques », à rappelé Guillaume Coutev en introduction. La commune souhaitait en effet réaliser des économies sur sa facture énergétique. « Une des premières démarches a été de se poser la question suivante : est-ce l'on a besoin d'autant de mètres carrés pour nos bâtiments publics ? Et nous avons réussi à réduire de 20 000 à 17000 m² nos espaces ». Mais c'est en 2010 que la démarche s'accélère avec la candidature de Malaunay au label Cit'ergie. La ville va déployer des panneaux photovoltaïques sur une dizaine de bâtiments publics (église, école, piscine, centre socioculturel...) qui vont progressivement fonctionAlexandre Dunoyer



a déclaré Alexandre

## Enedis: « Nous sommes partenaire des territoires engagés dans la transition énergétique »

Malaunau a signé avec **Enedis quatre conventions** d'autoconsommation collective, dont la première en France de type « étendue » en 2019. Elle permet de consommer de l'électricité produite localement dans un rauon de 2 Km au lieu de quelques centaines de mètres. La ville s'est alors transformée en véritable laboratoire pour le gestionnaire français du réseau public de distribution d'électricité. Il a testé sur la commune différentes applications

de son compteur communicant Linky autour de la transition énergétique. « Linku est capable de gérer le partage de consommation et de production entre plusieurs bâtiments. Les données au'il collecte permettent aussi de faciliter l'implantation des bornes de recharge électrique. Il sert également à superviser l'éclairage public en détectant des baisses de puissance à l'armoire, qui est en général le signe d'un luminaire en panne »,

Dunoyer, Délégué Territorial Normandie. Sur l'implantation des bornes de recharge : « Nous financons à 75 % le raccordement des bornes déployées dans le cadre d'un schéma directeur, jusqu'en 2025 », a pour sa part précisé Pascal Dupont, Délégué Territorial de la Seine-Maritime, « Vous connaissez Enedis en tant qu'exploitant de réseau, mais nous sommes aussi auiourd'hui un opérateur de données et un acteur engagé dans la transition énergétique des territoires. Cette expertise, nous la mettons au service des collectivités », a également précisé

« Vous connaissez Enedis en tant qu'exploitant de réseau, mais nous sommes aussi aujourd'hui un opérateur de données et un acteur engagé dans la transition énergétique des territoires. »



Malaunay

« Nous sommes la preuve que l'on peut être un territoire aux moyens limités et devenir un laboratoire d'innovation pour la transition énergétique ». C'est par ces mots que Guillaume Coutey, maire de Malaunay, inaugurait le 6

## compte-rendu









Malaunav de recevoir, en une dizaine d'années, une série impressionnante de distinctions. Son premier label cap Cit'énergie est obtenu en 2013, puis un autre en 2015 (55 % de réalisation de ses objectifs) et encore un autre en 2017 (à 64 %). Malaunav vise aujourd'hui le Cit'ergie Gold (75 % de réalisation) à l'horizon 2023.

Outre des bénéfices d'un point

La toiture des ateliers municipaux est recouverte de panneaux solaires. La petite flotte de véhicules est électrique ou roule au biogaz. Au premier plan, l'un des « guides » de la visite, Yoann Mourier, d'Enedis.

> de vue environnemental (- 35 % de consommation d'énergie), Malaunay a gagné en attractivitéet au passage : la commune a réalisé des écono

Table ronde sur la coopération territoriale en matière de transition énergétique. De gauche à droite : Thomas Blosseville (animateur), Yannick Regnier (réseau CLER), Marie Atinault (VP Métropole Rouen Normandie), et Christophe Bouillon (maire de Barentin et président de l'APVF).



mies, ce qui était sont objectif initial. « Entre 2006 et 2019 notre facture énergétique est passée d'un peu plus de 274 000 euros à environ 200 000 euros. Sans aucune action, elle dépasserait aujourd'hui les 500 000 euros », a souligné Guillaume Coutey.

#### La coopération : élément incontournable de la transition énergétique

Pour mener à bien ses projets, Malaunay n'a pas fait cavalier seul. La ville s'est entourée de divers partenaires privés, dont Enedis et Éaton, mais aussi d'autres territoires dont la Métropole de Rouen Normandie. Cette coopération est essentielle pour développer des projets complexes qui sont ceux de la transition énergétique. Mais comment l'organiser ? « Pour coopérer il faut partir avec ceux qui sont prêts et ne pas forcer ceux qui ne le sont pas. Une commune volontaire comme Malaunay, des associations, des industriels... Ón commence à coopérer avec les plus motivés », a résumé Marie Atinault, Vice-présidente en charge des transitions et innovations écologiques et des déchets, à la Métropole de Rouen Normandie.

La coopération avec les habitants est également cruciale, ont estimé les différents intervenants. « Ils sont souvent moteur de la transition énergique. Les habitants peuvent même exercer une véritable pression sur leurs élus pour accélérer les projets de transition énergétique. Il faut donc les intégrer dans la démarche », a déclaré Christophe Bouillon, maire de Barentin et président de l'APVF (Association des petites villes de France). Un point de vue partagé par Yannick Regnier, Responsable de projets CLER (Réseau







Table ronde sur le financement des projets. De gauche à droite : Ariel Gomez (Smart Citu Mag), Fabrice Legentil (Ademe Normandie), Claire Roumet (Energy Cities, à l'écran), Céline Senmartin (Banque des Territoires), Christophe Bourqueil (Eaton).



Le cocktail déjeunatoire se transforme en déjeuner assis...

pour la transition énergétique) et animateur du réseau TEPOS (regroupant des territoires à énergie positive). « La transition énergétique sera sociétale ou

« Il faut coopérer autour de grappes de projets »

ne sera pas. Elle repose largement sur un changement de mode de vie des citoyens. Leur coopération est donc incontournable ».

Outre exploiter les bonnes volontés locales, des synergies sont aussi à développer entre les territoires ruraux et urbains. « Ces deux typologies de territoires sont complémentaires en matière de transition énergétique. Il v a donc un intérêt à la faire coopérer », a estimé Yannick Regnier. Par exemple, un territoire rural peut accueillir une production d'EnR qu'exploitera le territoire urbain limitrophe. Ce dernier, pourra quant à lui développer des mobilités « *propres* », ce qui est plus compliqué en territoire rural ou la voiture reste le mode de transport dominant.

Une fois cette coopération mise en place, il faut l'animer. Pour cela, l'ensemble des intervenants ont mis en avant des fondamentaux de toute relation humaine, comme l'écoute, le respect et la compréhension. « La coopération est contre culturelle. À l'école on nous apprend à être le premier de la classe. Coopérer c'est prendre le temps de comprendre l'autre », a ainsi souligné Yannick Regnier. Une des clés de l'animation de la coopération est également le soutien des élus. « Il faut une volonté politique forte pour motiver les services à coopérer. Le meilleur VRP de la coopération reste le maire », a estimé Christophe

Enfin, la coopération est plus facile à mettre en œuvre en regroupant demultiples projets plutôt qu'en misant sur un seul. « Il faut coopérer autour de grappes de projets », a souligné Marie Atinault. « Cette somme de projets permet de dépasser les intérêts spécifiques de chaque partenaire pour s'orienter vers un intérêt commun, qui est la transition énergétique ».



Près d'une guarantaine de personnes a suivi la visite des installations de la ville qui a suivi le déjeuner



Isabelle Moulin, Directrice de l'Environnement et des Moyens Techniques de Malaunau, devant le gymnase de la ville

### Quels financements pour les projets de transition énergétique?

Les moyens limités de Malaunay l'ont poussée à financer la majeure partie de ses projets de transition énergétique par des subventions. L'installation des chaufferies biomasse comme celle des panneaux photovoltaïques ont ainsi bénéficié d'aides financières de la Métropole Rouen Normandie, de l'État et de l'Ademe. « Malaunay est devenu une succursale de l'Ademé », a ainsi lancé Guillaume Coutey.

Une des recettes de la ville pour obtenir des subventions : être devenue experte dans le montage de dossiers de financements, avec des projets particulièrement bien construits. « Pour mobiliser des solutions de financement, il faut surtout avoir un projet construit. Nous accompagnons les collectivités en amont pour construire leurs projets de transition énergétique », a confirmé Fabrice Legentil, directeur régional Normandie de l'Ademe. Il recommande notamment de se rapprocher de partenaires privés pour monter certains projets complexes. « Les AMI (appels à manifestation d'intérêt) permettent de faire émerger des projets public-privés qui sont particulièrement pertinents en matière de transition énergétique ».

En complément de l'Ademe, la Banque des Territoires offre d'autres possibilités de financement. Si elle ne finance pas les investissements, contrairement à l'Ademe, elle propose aux collectivités des outils leur



Le boulodrome, solaire comme il se doit, et, derrière, la piscine municipale, classé BBC (Bâtiment Basse Consommation).

permettant de « s'engager sans risques vers la transition énergétique », a indiqué Céline Senmartin, Directrice régionale de la Banque des Territoires. « Notre dispositif d'intracting permet par exemple de financer des actions permettant d'améliorer l'efficacité énergétique de bâtiments avec des montants allant de 400 à 500 000 euros ». Cet outil vise à apporter une aide financière, par le biais d'avances remboursables, pour la mise en œuvre des actions d'efficacité énergétique rapides (optimisation du chauffage, de la ventilation, de l'éclairage, etc.).

La Banque des Territoires propose également des prêts à longue durée (jusqu'à 40 ans) et des solutions de financement dédiés à certaines technologies, par exemple pour le solaire, a également indiqué Céline Senmartin. Même si ces aides ciblent surtout de gros projets : « Nous sommes ouverts

« Pour mobiliser des solutions de financement, il faut surtout avoir un projet construit. Nous accompagnons les collectivités en amont pour construire leurs projets de transition énergétique »

aux partenariats avec des syndicats d'énergie pour couvrir les projets de petites communes ».

Au niveau européen, plusieurs dispositifs existent, à commencer par les fonds FEDER, dont la transition énergétique est une thématique majeure. Pour autant l'obtention de ce type de financement européen peut s'avérer difficile. « Aujourd'hui, mieux vaut d'abord chercher des financements via le Plan de relance français, avant d'aller chercher d'autres solutions », a ainsi recommandé Claire Roumet, directrice d'EnergyCities (réseau européen de villes engagées dans la TE), en charge des Partenariats stratégiques et Coordination globale.

Enfin, les industriels peuvent apporter des solutions économiquement pertinentes aux collectivités. C'est le cas de l'américain Eaton, spécialisé dans les systèmes électriques et hydrauliques, qui a mis en place un système de stockage d'énergie dans l'Église de Malaunay. Ce système permet d'emmagasiner l'électricité produite en surplus à partir des panneaux solaires installés en toiture. L'énergie non consommée en journée peut ainsi être utilisée plus tard ou par d'autres bâtiments, ce qui est plus vertueux écologiquement comme économiquement. « Le bâtiment du futur ne sera pas que consommateur d'énergie, il sera aussi producteur.Il deviendra ainsi un élément essentiel du réseau d'énergie, selon notre concept de Building as a grid », a conclu Christophe Bourgueil, Business Development Manager Stockage d'Energie chez Eaton.■

AVEC LE SOUTIEN D'ENEDIS ET EATON



